

Faire voyager les *Policy feedbacks* en Europe ? De la nécessité d'intégrer la notion d'effet-retour normatif des politiques publiques

Accepté pour publication, *Revue française de science politique*, 73 (6), 2023

Claire Dupuy, UCLouvain - ISPOLE

Virginie Van Ingelgom, FNRS-F.R.S., UCLouvain – ISPOLE

Résumé

Comment les expériences quotidiennes des politiques publiques façonnent-elles les attitudes politiques des individus ? L'article s'inscrit dans la littérature sur les effets-retour des politiques publiques et s'interroge sur les conditions dans lesquelles ses concepts et ses méthodes, développés pour étudier les Etats-Unis, peuvent être utiles dans des cas ouest-européens. A partir d'une analyse de la littérature et de nos recherches, l'article montre que deux conditions le permettent : sur le plan théorique, le recours à un mécanisme explicatif normatif et, sur le plan méthodologique, une approche comparative et constitutive. L'article suggère ainsi de développer le cadre théorique existant plutôt que de proposer un cadre alternatif.

Résumé en anglais

How do citizens' multiple policy experiences in the course of their daily shape their political attitudes? Building on feedback studies on mass publics, a mostly US-centred scholarship, the article asks how relevant their concepts and methods are to illuminate Western European cases. The article argues that they are under two conditions. Theoretically, it elaborates on a normative explanatory mechanism; and, methodologically, it suggests to adopt a comparative and constitutive approach. The article, therefore, proposes to further develop feedback studies to accommodate non-US cases.

Mots-clés

Policy feedback ; expériences multiples de politiques publiques ; représentations des politiques publiques ; attitudes politiques ; approche constitutive ; comparaison.

Biographie

Claire Dupuy est professeure de politique comparée à l'UCLouvain au sein de l'Institut ISPOLE. Elle a travaillé de manière comparée sur la régionalisation de l'action publique et, plus récemment, elle s'est consacrée à l'étude des expériences individuelles des politiques publiques en lien avec les attitudes envers la politique sous l'angle des *policy feedbacks* et des fardeaux administratifs. Sur le plan méthodologique, elle s'intéresse tout particulièrement à l'abduction. Ses recherches ont notamment été publiées dans la *Revue française de science politique*, *Sociological Methods and Research*, *Journal of European Public Policy*, *Comparative European Studies* et *Public Administration*. UCLouvain, ISPOLE, 1/7 Place Montesquieu, Bte L2.08.07, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique.

Virginie Van Ingelgom est maîtresse de recherche au F.R.S.-FNRS et professeure de science politique à l'UCLouvain au sein de l'Institut ISPOLE. Ses recherches portent sur la démocratie et la légitimité aux niveaux infranational, national, européen et mondial, sur l'indifférence et l'ambivalence dans les attitudes des citoyennes et citoyens, sur les effets-retour des politiques publiques, et sur les méthodes qualitatives et mixtes. Ses recherches ont notamment été publiées dans *Comparative European Studies*, *Journal of European Public Policy*, *Politics and*

Governance, Politique européenne et Sociological Methods and Research. UCLouvain, ISPOLE, 1/7 Place Montesquieu, Bte L2.08.07, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique.

Financement

Cette recherche a bénéficié du soutien du European Research Council (ERC) dans le cadre du programme de recherche et d'innovation de l'Union Européenne Horizon 2020 (bourse n° 716208). Cet article ne reflète que les points de vue de ses autrices et le European Research Council n'est pas responsable des usages qui pourraient être faits des informations qu'il contient.

Introduction¹

Depuis une décennie, la notion d'effet-retour des politiques publiques, ou *policy feedback*, est présente dans les travaux de recherche francophones consacrés à l'étude des relations entre les politiques publiques et les attitudes et les comportements politiques individuels². Dans la littérature consacrée aux effets-retour des politiques publiques sur les citoyennes et les citoyens (*feedback studies on mass publics*), l'une des trois branches de la littérature sur les effets-retour des politiques publiques³, l'analyse porte sur le fait de recevoir certaines prestations sociales, d'être ciblé par des instruments d'action publique, ou d'être en contact avec certaines politiques publiques et sur la manière dont cela contribue à façonner les attitudes et les comportements politiques des individus concernés. Lancée dans la science politique francophone à la faveur d'un débat initié par Sophie Duchesne et Pierre Muller pour penser les relations entre les politiques publiques (*policies*) et la politique (*politics*)⁴, cette notion a rencontré un certain intérêt, attesté par son entrée dans l'édition 2019 du *Dictionnaire des politiques publiques*⁵ ainsi que dans le tome consacré aux politiques publiques du *Traité de science politique*⁶. Sa mobilisation dans le contexte francophone s'est également accompagnée de plusieurs controverses théoriques. Les débats ont porté sur la pertinence de l'approche pour saisir la réception de l'action publique par ses ressortissantes et ressortissants⁷, les rapports ordinaires à

¹ Nous remercions très vivement Sophie Duchesne pour nos discussions des dernières années sur ce que permet ou ne permet pas la littérature sur les *policy feedbacks on mass publics*, ainsi que Julie Pollard pour sa relecture très précise d'une version antérieure de l'article. Nous remercions également très chaleureusement les chercheuses premières - Céline Belot, Sophie Duchesne et l'équipe CITAE, Heidi Mercenier, et Laurie Beaudonnet et l'équipe RESTEP, pour leur confiance et de nous avoir donné accès à leurs données. Nous remercions enfin les évaluatrices et évaluateurs de notre article pour leurs commentaires constructifs.

² Tom Chevalier, « La confiance institutionnelle des jeunes en Europe : Quel effet de l'action publique ? », *Revue française de sociologie*, 60 (1), 2019, 13-42 ; Claire Dupuy et Virginie Van Ingelgom, « Les politiques publiques et la légitimation dans un contexte multi-niveaux. Explorer les policy feedbacks en Belgique », *Gouvernement et action publique*, 4 (1), 2015, 27-59 ; Claire Dupuy et Virginie Van Ingelgom, « Comment l'Union européenne fabrique (ou pas) sa propre légitimité. Les politiques européennes et leurs effets-retours sur les citoyens », *Politique européenne*, 54 (4), 2016, 152-187 ; Emiliano Grossman, « État des lieux. Retour sur la notion de policy feedback : les effets des politiques publiques sur l'opinion publique », *Gouvernement et action publique*, 10(4), 2021, 163-169 ; Blandine Mesnel, « Les agriculteurs face à la paperasse. Policy feedbacks et bureaucratisation de la politique agricole commune », *Gouvernement et action publique*, 6 (1), 2017, 33-60 ; Anne Revillard, « Saisir les conséquences d'une politique à partir de ses ressortissants. La réception de l'action publique », *Revue française de science politique*, 68 (3), 2018, 469-491 ; Alexis Spire, « État des lieux. Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État », *Gouvernement et action publique*, 5(4), 2016, 141-156.

³ Les effets-retour des politiques publiques peuvent concerner trois catégories d'acteurs distincts : les groupes d'intérêts, les élites gouvernementales et les individus. Paul Pierson, « When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change », *World Politics*, 45 (4), 1993, 595-628 ; Daniel Béland, « Reconsidering Policy Feedback: How Policies Affect Politics », *Administration & Society*, 42 (5), 2010, 568-590 ; Daniel Béland et Edella Schlager, « Varieties of Policy Feedback Research: Looking Backward, Moving Forward », *Policy Studies Journal*, 47 (2), 2019, 184-205.

⁴ Sophie Duchesne et Pierre Muller, « Représentations croisées de l'Etat et des citoyens », in Pierre Favre (dir), *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, 33-51 ; voir aussi Sophie Duchesne et Florence Haegel, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, 54 (6), 2004, 877-909.

⁵ Claire Dupuy et Virginie Van Ingelgom, « Policy feedback », in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot et Pauline Ravinet (dir), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, 453-461.

⁶ Nathalie Schiffino-Leclercq et Virginie Van Ingelgom, « Citoyens et politiques publiques », Steve Jacob et Nathalie Schiffino-Leclercq (dir), *Traité de politiques publiques*, Larcier, 2021, 331-384. Voir aussi la section thématique « Politiques publiques et démocratie. Policy feedbacks et attitudes et comportements politiques » que nous avons organisée au congrès de l'Association française de science politique à Sciences Po Paris en juillet 2013, ainsi que la journée d'étude « Quand les politiques publiques font de la politique. Apports et actualités des policy feedbacks » organisée par Tom Chevalier et Blandine Mesnel au CEE à Sciences Po Paris en juin 2022.

⁷ A. Revillard, « Saisir les conséquences d'une politique à partir de ses ressortissants... », *op. cit.*

l'Etat¹, la conception de la citoyenneté² ou, plus classiquement, les comportements politiques³. Au-delà des controverses qu'ils soulèvent ou des désaccords théoriques qui en émergent, ces échanges théoriques s'accordent sur la nécessité de valoriser l'apport des travaux existants et de (re)développer l'agenda de recherche en science politique « vers l'étude empirique des conséquences des politiques publiques auprès des individus ordinaires qu'elles prennent pour cibles »⁴.

Partageant l'effort de théorisation qui anime ces travaux, notre article s'inscrit dans le fil des discussions consacrées à l'intérêt et la pertinence des concepts développés par ce courant de recherche pour étudier, de manière générale, les relations entre les politiques publiques et les attitudes et comportements politiques des citoyennes et des citoyens⁵. Il s'en distingue néanmoins en partie en situant son approche théorique au sein de la littérature sur les effets-retour des politiques publiques. Nous prenons ainsi pour point de départ les travaux fondateurs et les plus récents développements de la littérature sur les *feedback studies on mass publics* pour explorer une dimension laissée dans l'ombre à ce jour : celle de l'importation sur des terrains ouest-européens d'outils analytiques pensés pour, et pour l'essentiel encore, mis en œuvre⁶, sur des terrains états-unien⁷.

¹ A. Spire, « État des lieux... », *op. cit.*

² Lorenzo Barrault-Stella et Thomas Douniès, « Introduction to the Special Issue: Citizenship as a Tool of Government in Europe », *Politics & Policy*, 49 (4), 2021, 824-841.

³ E. Grossman, « État des lieux... », *op. cit.*

⁴ A. Revillard, « Saisir les conséquences ... », *op. cit.*, p. 471.

⁵ Nous ne prenons pas en compte les attitudes à l'égard des politiques publiques (*policy attitudes*) car nous nous intéressons principalement aux effets politiques plus larges des politiques publiques sur les attitudes à l'égard de la politique – et non pas aux attitudes à l'égard des politiques publiques en tant que telles. Pour une récente revue de la littérature sur les effets-retour sur les attitudes à l'égard des politiques publiques, voir Marius R. Busemeyer, Aurélien Abrassart et Roula Nezi, « Beyond Positive and Negative: New Perspectives on Feedback Effects in Public Opinion on the Welfare State », *British Journal of Political Science*, 51 (1), 2021, 137–162 et E. Grossman, « État des lieux... », *op. cit.*

⁶ Outre les travaux francophones cités précédemment, quelques autres travaux portent sur des cas européens (Kristina Baekker Simonsen, « Politics Feeds Back: The Minority/Majority Turnout Gap and Citizenship in Anti-Immigrant Times », *Perspectives on Politics*, 19 (2), 2021, 406-421 ; Claire Dupuy, Soetkin Verhaegen et Virginie Van Ingelgom, « Support for Regionalization in Federal Belgium: The Role of Political Socialization », *Publius: The Journal of Federalism*, 51 (1), 2021, 54-78 ; Jane Gingrich et Sara Watson, « Privatizing Participation? The Impact of Private Welfare Provision on Democratic Accountability », *Politics & Society*, 44 (4), 2016, 573-613, Staffan Kumlin et Isabelle Stadelmann-Steffen (dir), *How Welfare States Shape the Democratic Public: Policy Feedback, Participation, Voting, and Attitudes*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2014 ; Jennifer Shore, « The Welfare State and the Democratic Citizen: How Social Policies Shape Political Equality », Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019 ; Maria Theiss, Anna Kurowska, « Being Denied and Granted Social Welfare and the Propensity to Protest », *Acta Politica*, 54 (3), 2019, p. 458-478 ; Soetkin Verhaegen, Claire Dupuy et Virginie Van Ingelgom, « Experiencing and Supporting Institutional Regionalization in Belgium: A Normative and Interpretive Policy Feedback Perspective », *Comparative European Politics*, 19, 2021, 248-275 ; Sara Watson, « Does Welfare Conditionality Reduce Democratic Participation? », *Comparative Political Studies*, 48 (5), 2015, 645-686) ou africains (Erin Hern, « Better Than Nothing: How Policies Influence Political Participation in Low-Capacity Democracies », *Governance*, 30 (4), 2017, 583–600 ; Erin Hern, *Developing States, Shaping Citizenship: Service Delivery and Political Participation in Zambia*, University of Michigan Press, 2017 ; Ronan Jacquin, « Les cash transfers à l'épreuve de l'intermédiation administrative en Ouganda. Rapports de domination et policy feedbacks dans la mise en œuvre d'un programme de pensions », *Revue internationale des études du développement*, 248, 87-113).

⁷ L'argument de l'article étudie les Etats ouest-européens par différence avec les Etats-Unis et cela amène à ne pas être attentive aux variations des types d'Etats et d'Etats-providence au sein des pays ouest-européens. Cette approche est justifiée par la question de recherche qui guide l'article, qui est de nature théorique. En nous appuyant sur une différence qui est cruciale théoriquement entre les Etats-Unis d'une part, et les Etats ouest-européens d'autre part (la visibilité des politiques publiques aux yeux des citoyennes et citoyens), l'article vise à étudier les conditions dans lesquelles la littérature sur les *policy feedbacks on mass publics* peut être utilisée de manière heuristique dans des cas qui sont si différents, théoriquement, de celui pour lequel les concepts ont été développés. Nous concevons l'article comme une étape dans l'analyse des effets-retour des politiques à l'échelle individuelle

Cette question de la capacité des concepts à ‘voyager’ ou, plus précisément, celle de leur ‘extension’¹, est une question classique qui pourrait se poser, somme toute, à l’ensemble des concepts utilisés en sciences sociales. Elle se pose néanmoins de manière particulièrement aigüe au sujet des effets-retour des politiques publiques sur les attitudes et comportements politiques individuels. Comme les Etats-Unis, les Etats ouest-européens sont des *policy states*, caractérisés par la prévalence et l’ampleur des « *policies, actions, activities and policy instruments (...)* »² qu’ils mettent en œuvre en lien avec d’autres acteurs, et qui sont marqués par des dynamiques d’accumulation³. Ce qui distingue les seconds est que leurs politiques publiques sont fortement visibles aux yeux des Européennes et des Européens, ce qui contribue à définir leurs expériences vécues⁴. Cette visibilité différentielle est assise sur l’ampleur relative des services publics, ainsi que sur les niveaux comparativement élevés de redistribution et ses modalités, où l’universalisme tient une place importante⁵. Au-delà de la diversité des Etats-providence ouest-européens, et des différents régimes auxquels ils peuvent être rattachés, les cas ouest-européens présentent ainsi des différences marquées avec le cas états-unien pour lequel les concepts ont été développés, qui ont trait à la visibilité des politiques publiques du point de vue des individus. L’Etat américain est en effet en partie un Etat « submergé »⁶ dont les politiques publiques sont, souvent, peu visibles aux yeux des Américaines et Américains. Cette différence est cruciale car la littérature existante démontre que la visibilité des politiques joue un rôle déterminant dans l’analyse des effets-retour des politiques publiques à l’échelle des individus⁷. C’est donc la capacité explicative même des concepts associés aux effets-retour des politiques publiques qui est donc en jeu lorsque l’on cherche à les utiliser sur des cas non

dans les cas ouest-européens : une fois les conditions d’utilisation de ces concepts déterminées, ce à quoi aboutit l’article avec le développement du mécanisme normatif et l’adoption d’une approche constitutive, ces concepts pourront être mobilisés dans le cadre d’enquêtes empiriques dans différents cas européens, amenant ainsi à affiner et préciser l’étude des différences institutionnelles entre eux et la manière dont elles affectent les effets-retours des politiques à l’échelle individuelle. Mais nous pensons que ces travaux ne peuvent être menés de manière systématique qu’une fois les concepts de la littérature adaptés pour s’ajuster à leur caractéristique partagée, et cruciale sur le plan théorique : la visibilité des politiques publiques aux yeux des individus.

¹ Le voyage conceptuel (*conceptual travelling*) est compris comme l’application de concepts à de nouveaux cas alors que l’étirement conceptuel (*conceptual stretching*) renvoie à la distorsion qui se produit lorsqu’un concept ne correspond pas à la réalité. Giovanni Sartori, « Concept Misformation in Comparative Politics », *The American Political Science Review*, 64 (4), 1970, 1033–53; David Collier et James E. Mahon « Conceptual ‘Stretching’ Revisited: Adapting Categories in Comparative Analysis », *The American Political Science Review*, 87 (4), 1993, 845–55.

² Patrick Le Galès et Desmond King, « Introduction: A Reconfigured State? European Policy States in a Globalizing World », in Desmond King et Patrick Le Galès (dir), *Reconfiguring European States in Crisis*, Oxford, Oxford University Press, 2017, 1-42, p. 8.

³ Christian Adam, Steffen Hurka, Christoph Knill, et Yves Steinebach, *Policy Accumulation and the Democratic Responsiveness Trap*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

⁴ K. Baekker Simonsen, « Politics Feeds Back... », *op. cit.*; Stefan Svallfors, « Policy Feedback, Generational Replacement, and Attitudes to State Intervention: Eastern and Western Germany, 1990-2006 », *European Political Science Review*, 2 (1), 2010, 119-135 ; S. Verhaegen, C. Dupuy et V. Van Ingelgom, « Experiencing and Supporting Institutional Regionalization in Belgium... », *op. cit.*

⁵ Bruno Palier et Colin Hay, « The Reconfiguration of the Welfare State in Europe: Paving its Way in an Age of Austerity », in Desmond King et Patrick Le Galès (dir), *Reconfiguring European States in Crisis*, Oxford, Oxford University Press, 2017, 331-350 ; Olivier Jacques et Alain Noël, « Targeting Within Universalism », *Journal of European Social Policy*, 31(1), 2021, 15-29.

⁶ Suzanne Mettler, *The Submerged State: How Invisible Government Policies Undermine American Democracy*, Chicago, University of Chicago Press, 2011.

⁷ S. Mettler, *The Submerged State*, *op.cit.* ; Joe Soss et Sanford F. Schram, « A Public Transformed? Welfare Reform as Policy Feedback », *American Political Science Review*, 101 (1), 2007, 111–127 ; Aaron Rosenthal, « Submerged for Some? Government Visibility, Race and American Political Trust », *Perspectives on Politics*, 19 (2), 2021, 1098-1114 ; Margherita Bussi, Claire Dupuy et Virginie Van Ingelgom, « Do Social Policy Change Impact on Politics? A Review of Policy Feedbacks on Citizens’ Political Participation and Attitudes towards politics », *Journal of European Social Policy*, 32 (5), 2022, 607–618 ;

états-unis en général, et ouest-européens en particulier. Cet article, dès lors, s'interroge : à quelles conditions théoriques et méthodologiques les concepts de la littérature sur les effets-retour des politiques publiques sur les citoyennes et les citoyens peuvent-ils être mobilisés pour étudier des cas ouest-européens ?

Nous engageons la discussion sur deux fronts : celui des concepts et celui des méthodes. D'une part, nous examinons les deux mécanismes par lesquels les politiques publiques façonnent les attitudes et les comportements politiques dans la littérature sur les effets-retour des politiques publiques sur les individus : le mécanisme par les ressources et le mécanisme interprétatif¹. Nous questionnons notamment leur capacité à saisir et à expliquer les liens entre les *multiples* contacts que les Européennes et les Européens entretiennent avec diverses politiques publiques au fil de leur vie quotidienne, et leurs attitudes politiques². D'autre part, nous considérons les méthodes d'analyse de ce courant de recherche et, au-delà de la question de la nature qualitative ou quantitative des données, nous interrogeons le type de *design* de recherche et de modèle causal qui se trouvent au centre des explications de ces travaux.

Nous faisons l'argument qu'étudier les liens entre les politiques publiques et les attitudes politiques des Européennes et des Européens à l'aide des concepts de la littérature sur les effets-retour des politiques sur les individus peut se faire à deux conditions : sur le plan théorique, d'abord, grâce à la systématisation du recours à un troisième mécanisme explicatif, le mécanisme normatif, qui permet de prendre en compte la multiplicité des expériences et des représentations des politiques publiques des citoyennes et des citoyens ; sur le plan méthodologique, ensuite, par la mise en œuvre d'une approche comparative et constitutive, plutôt que causale linéaire, des liens entre ces expériences et représentations et les attitudes politiques des individus. Le propos de l'article est donc essentiellement d'ordre théorique et méthodologique en ce qu'il vise à fournir des concepts et méthodes permettant de saisir les expériences vécues des politiques publiques par les individus dans des cas ouest-européens. L'objet de l'article n'est donc pas de développer une analyse empirique systématique des effets-retours dans ces différents cas, mais bien d'interroger à la lumière de ces cas la capacité des concepts de la littérature sur les effets-retour des politiques publiques à voyager en Europe de l'Ouest. Pour développer nos arguments, nous prenons appui sur la littérature existante, tant anglophone que francophone. Nous documentons et discutons également de notre double approche théorique et méthodologique à l'aide de notre travail empirique d'analyse dans le temps du rapport à la politique des citoyennes et des citoyens français et belges³.

La suite de l'article discute d'abord des mécanismes de la littérature sur les effets-retour des politiques publiques (partie 1). L'article se poursuit en soulignant les difficultés rencontrées lors de leur mise à l'épreuve des expériences quotidiennes des citoyennes et citoyens en Europe de l'Ouest (partie 2). La partie suivante développe notre approche qui propose d'inclure un mécanisme complémentaire, le mécanisme normatif, et d'adopter une approche constitutive et comparée pour répondre aux limites identifiées (partie 3). Enfin, en conclusion, l'article discute des apports du mécanisme normatif pour la littérature sur les *policy feedbacks on mass publics*, d'une part, et éclaire comment il répond aux critiques adressées dans le débat francophone à cette littérature, d'autre part. Ce faisant, l'article construit des ponts entre la littérature existante

¹ La littérature fait référence à ces deux mécanismes en parlant d'« effets » alors même qu'ils sont des mécanismes explicatifs. Afin d'éviter toute confusion, nous utilisons le terme mécanisme dans la suite de l'article.

² Dans cet article, à l'exception de la première partie où nous présentons la littérature, nous nous intéressons tout particulièrement aux attitudes politiques, à l'exclusion donc des comportements politiques.

³ Nous nous appuyons en particulier sur trois de nos articles : Claire Dupuy, Virginie Van Ingelgom, « Neither Responsive Nor Responsible. Citizens' Understandings of Political Actors in the Socio-Economic Governance of the EU », *Journal of European Public Policy*, 2023, 10.1080/13501763.2023.2288236 ; C. Dupuy, S. Verhaegen et V. Van Ingelgom, « Support for Regionalization in Federal Belgium... », *op. cit.* ; S. Verhaegen, C. Dupuy et V. Van Ingelgom, « Experiencing and Supporting Institutional Regionalization in Belgium... », *op. cit.*

et les discussions théoriques liées à son importation dans les cas ouest-européens en développant le cadre théorique existant plutôt qu'en proposant un cadre alternatif.

1. Le cadre théorique des effets-retour des politiques publiques sur les individus

Dans cette première partie, nous présentons les deux mécanismes explicatifs de la littérature sur les effets-retour des politiques publiques sur les citoyennes et les citoyens. La notion de *policy feedback* est associée à l'idée d'Elmer Eric Schattschneider selon laquelle « *new policies create a new politics* », une idée qu'il a initialement développée dans son ouvrage de 1935 sur les groupes d'intérêt et les tarifs douaniers¹. De manière générale, la littérature sur les effets-retour des politiques publiques considère que les institutions et les politiques publiques sont à intégrer à toute analyse de *la* politique². Inscrits dans l'approche du néo-institutionnalisme historique, ces travaux soulignent ainsi que les institutions et les politiques publiques ne sont pas seulement les produits des dynamiques électorales, des mobilisations des groupes d'intérêt et de l'intervention des administrations publiques, mais qu'elles sont également susceptibles de structurer chacune d'elles. Ces effets-retour ne sont pas de court terme, mais ils se déploient dans le temps moyen et le temps long.

Dans la littérature consacrée aux effets-retour des politiques publiques sur les attitudes et les comportements politiques individuels, sur laquelle cet article porte, les expériences de politique publique que font les citoyennes et les citoyens sont déterminantes. Ces expériences dépendent de leurs relations avec les fonctionnaires de guichet et du *design* des politiques considérées. Leur niveau de générosité, le fait qu'elles soient universelles ou ciblées, la définition et la construction sociale des groupes cible comme (peu) méritants, mais aussi les modalités de leur mise en œuvre et leur caractère conditionnel ou de droit, ont des conséquences politiques à l'échelle individuelle. Etudiant une diversité de politiques publiques dans les dernières décennies, des politiques d'assistance sociale, aux politiques des retraites, de chômage, de santé et d'éducation, en passant par les politiques carcérales, les politiques fiscales et les relations police-individus³, les travaux existants ont montré comment les expériences directes des citoyennes et des citoyens avec certaines politiques publiques peuvent les mobiliser ou les démobiliser politiquement. La force de ces analyses est de mettre en lumière les effets propres des expériences de politique publique, distincts de ceux des variables explicatives individuelles classiques des attitudes et des comportements politiques, comme l'âge, la formation, le revenu ou le lien partisan.

Pour la littérature consacrée aux effets-retour des politiques publiques sur les attitudes et comportements individuels, une question centrale est donc de penser comment les expériences de politique publique et les attitudes et comportements politiques individuels sont liés. Paul Pierson apporte une double réponse dans un article devenu depuis fondateur : c'est

¹ Elmer E. Schattschneider, *Politics, Pressures and the Tariff*, Prentice Hal, 1935.

² P. Pierson, « When Effect Becomes Cause ... », *op. cit.*

³ Voir notamment Amy Lerman et Vesla Weaver, « Arresting Citizenship. The Democratic Consequences of American Crime Control », Chicago, The University of Chicago Press, 2004 ; S. Mettler, *The Submerged State...*, *op. cit.* ; Jamila Michener, *Fragmented Democracy: Medicaid, Federalism, and Unequal Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018 ; Sally Nuamah, « The Cost of Participating while Poor and Black: Toward a Theory of Collective Participatory Debt », *Perspectives on Politics*, 19(4), 2021, 1115-1130 ; Deondra Rose, *Citizens By Degree: Higher Education Policy and the Changing Gender Dynamics of American Citizenship*, Oxford, Oxford University Press, 2018 ; Joe Soss et Vesla Weaver, « Police Are Our Government: Politics, Political Science, and the Policing of Race-Class Subjugated Communities », *Annual Review of Political Science*, 20, 2017, 565-591 ; Hannah Walker, *Mobilized by Injustice. Criminal Justice Contact, Political Participation, and Race*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

parce que les politiques publiques allouent des ressources et des incitations politiques, d'une part, et qu'elles sont vectrices d'information et de sens, d'autre part, que l'expérience de celles et ceux qui en font usage ont des conséquences politiques¹. Cet article inaugure ainsi la formulation des deux principaux mécanismes explicatifs qui structurent l'analyse des effets-retour des politiques publiques sur les individus : le mécanisme par les ressources et le mécanisme interprétatif.

Le mécanisme par les ressources est défini comme la manière dont les ressources et les incitations fournies par les politiques publiques façonnent les comportements et les attitudes politiques². Le travail d'Andrea Campbell sur les personnes retraitées aux Etats-Unis documente de manière particulièrement claire ce premier mécanisme³. Elle montre que la générosité croissante de la retraite publique et la dépendance accrue des personnes retraitées à faibles revenus à l'égard de cette source de revenu a conduit à leur plus grande participation politique à mesure que la politique s'est développée, cela toute chose égale par ailleurs. Elle démontre que les seniors aux Etats-Unis sont devenus des « *über citizens* » dont la perception d'efficacité politique dépasse ce que les explications individuelles de la participation politique permettent d'expliquer. Campbell éclaire donc directement comment les ressources allouées par cette politique publique, en termes d'argent et de temps en particulier, soutiennent une participation politique accrue.

Le mécanisme interprétatif repose quant à lui sur la manière dont les politiques publiques véhiculent des messages et des informations aux individus concernés⁴. Le travail désormais classique de Joe Soss en étudie les ressorts⁵. En comparant les expériences des bénéficiaires de deux politiques différentes aux Etats-Unis, sa recherche montre que les politiques universelles et fondées sur des droits et les politiques conditionnelles génèrent des effets politiques opposés qui tiennent aux relations que les bénéficiaires entretiennent avec les fonctionnaires de guichet, qu'ils considèrent comme représentant le gouvernement. Dans le cas de la politique d'assistance sociale ciblant les familles avec enfants (AFDC), un programme sous condition de ressources et contraignant les comportements des bénéficiaires, Soss rapporte que ces derniers perçoivent leurs relations avec le personnel en charge de leur dossier comme étant inquisitrices, biaisées en leur défaveur et conflictuelles. Ces interactions suscitent le sentiment d'être démuni et dépossédé de capacité d'action sur sa propre existence, mais aussi politiquement. Les bénéficiaires de la politique de soutien aux personnes en situation de handicap, une politique qui repose sur un droit, ont pour leur part une expérience très différente : les personnes rencontrées par Soss considèrent que leur accès à la politique est juste et équilibré et qu'elles sont traitées comme des citoyennes et des citoyens à part entière par les fonctionnaires de guichet avec lesquels elles sont en contact. Leurs expériences de la politique génèrent pour elles un sentiment d'efficacité politique accrue.

L'étude des effets-retour d'une politique publique donnée sur les attitudes et comportements politiques des bénéficiaires repose ainsi sur l'examen des ressources que cette politique publique alloue et des messages et des informations qu'elle leur transmet. Les effets-retours ont ainsi des versants objectifs comme subjectifs⁶. Pour les étudier, les recherches

¹ P. Pierson, « When Effect Becomes Cause ... », *op. cit.*

² Suzanne Mettler et Eric Welch, « Civic Generation: Policy Feedback Effects of the GI Bill on Political Involvement over the Life Course », *British Journal of Political Science*, 34 (3), 2004, 497-518, p. 500.

³ Andrea L. Campbell, *How Policies Make Citizens: Senior Political Activism and the American Welfare State*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

⁴ S. Mettler et E. Welch, « Civic Generation ... », *op. cit.*, p. 500.

⁵ Joe Soss, « Lessons of Welfare: Policy Design, Political Learning, and Political Action », *American Political Science Review*, 93 (2), 1999, 363-380; Joe Soss, *Unwanted Claims: The Politics of Participation in the U.S. Welfare System*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2002.

⁶ Anne Revillard attire l'attention sur l'importance de ce double aspect. A. Revillard, « Saisir les conséquences... », *op. cit.*, p. 482-483.

existantes se sont pour l'essentiel concentrées sur des politiques publiques considérées isolément et ont retenu comme unité d'analyse un instrument d'action publique ou une dimension du *design* de la politique publique considérée. Quelle est alors la valeur heuristique de cette approche dans d'autres cas que le cas états-unien où elle a été initialement développée ?

2. Les mécanismes et les méthodes des *feedback studies* à l'épreuve des expériences quotidiennes des Européennes et des Européens

Les Européennes et les Européens rencontrent au cours de leur existence une multitude de politiques publiques. Prendre en compte la multiplicité de politiques publiques dont ils font l'expérience est nécessaire pour faire 'voyager' les outils analytiques existants, c'est-à-dire pour décrire et analyser leurs implications politiques. Cependant, des travaux ayant avancé dans cette direction mettent en lumière plusieurs difficultés, d'ordre théorique et méthodologique, qui altèrent la capacité du mécanisme par les ressources et du mécanisme interprétatif à identifier les effets-retour des politiques publiques à l'échelle individuelle dans des cas saturés de politiques publiques comme le sont les pays ouest-européens.

Les limites théoriques

La première difficulté, théorique, tient à la prise en compte dans l'analyse des expériences de politique publique telles qu'elles sont *vécues* par les bénéficiaires. Le problème n'est pas tant que la littérature existante tende à segmenter l'analyse soit par dimension du *design* de la politique, soit par instrument de politique publique, laissant ainsi dans l'ombre les effets politiques de la multiplicité des politiques publiques dont les individus font l'expérience dans leur vie quotidienne. Le problème est essentiellement que les outils analytiques sur lesquels elle repose, les deux mécanismes présentés précédemment, n'ont pas été construits pour saisir cette multitude d'expériences vécues et peuvent, en réalité, difficilement être utilisés pour le faire¹. En effet, ces mécanismes étant définis à l'échelle d'une dimension du *design* d'une politique ou d'un instrument, toute analyse qui tente de considérer une politique dans son ensemble ou plusieurs politiques publiques doit combiner les effets attendus des différents instruments ou dimensions du *design*. Or, sur le plan théorique, cette combinaison est en partie imprévisible. La recherche précise et originale de Sara Watson sur la conditionnalité des prestations sociales, une dimension de leur *design*, permet de l'illustrer à partir du cas anglais². La conditionnalité basée sur le travail vise à l'atteinte de l'autosuffisance par la participation au marché du travail, y compris par l'acceptation d'emplois faiblement rémunérés. Etudiant des prestations sous conditions de ressource, elle montre que la conditionnalité basée sur le travail a un effet négatif sur la participation politique, le sentiment d'efficacité politique interne et l'intérêt politique. Elle explique ce résultat par un mécanisme interprétatif. La conditionnalité accroît en effet la perception de la stigmatisation sociale associée aux mesures d'assistance sociale parce que l'idée même de conditionnalité présente les bénéficiaires comme ayant une faible éthique de travail. Cependant, alors que cette dimension du *design* de la politique a un effet négatif sur les bénéficiaires de prestations allouées sous condition de ressources, Watson montre également que la conditionnalité a en revanche un effet positif sur la participation politique des personnes bénéficiant de prestations contributives. Ainsi, considérer la conditionnalité de manière isolée, sans l'analyser en lien avec le type d'accès au programme auquel elle s'applique, pourrait

¹ Claire Dupuy, Ferdinand Teuber, Virginie Van Ingelgom, « Citizens' Experiences of a Policy-Ridden Environment: A Methodological Contribution to Feedback Studies Based on Qualitative Secondary Analysis », *Bulletin of Sociological Methodology*, 156 (1), 124-157.

² S. Watson, « Does Welfare Conditionality... », *op. cit.*

conduire à des conclusions inexactes. A partir du cas anglais, Watson documente donc non seulement combien l'étude de la combinaison de plusieurs caractéristiques d'une même politique publique (ici la conditionnalité basée sur le travail et l'accès sous conditions de ressource ou de droit au programme) est cruciale pour décrire de manière exacte ses effets-retour à l'échelle d'une politique publique, mais aussi combien celle-ci défie les simplifications.

D'autres recherches, qui portent sur les effets politiques de l'expérience de plusieurs politiques publiques rapportent qu'à cette échelle aussi, les effets politiques d'une politique publique peuvent être détournés, voire inversés, lorsqu'ils sont examinés en conjonction avec les expériences d'autres politiques publiques vécues par les bénéficiaires¹. Par exemple, Aaron Rosenthal a étudié les effets-retour combinés d'un large éventail de programmes sociaux dont les Américaines et Américains peuvent être amenés à bénéficier tout au long de leur vie². Son analyse confirme que les prestations sous condition de ressources ont un impact négatif sur la participation politique des bénéficiaires lorsqu'elles sont vécues isolément. Mais il rapporte également que lorsqu'elles sont associées à des prestations universelles, cette combinaison d'expériences n'a pas d'effet sur la participation. Les effets-retour de chaque politique publique interagissent donc entre eux et peuvent même s'annuler. Dès lors que l'on considère les expériences multiples des individus ainsi, les mécanismes interprétatif et par les ressources perdent fortement de leur capacité explicative, précisément parce qu'ils sont définis à l'échelle d'une dimension du *design* ou d'un instrument d'action publique.

Une deuxième difficulté théorique émerge de l'analyse de cas saturés de politiques publiques comme les cas ouest-européens. Elle tient à l'étude des représentations des politiques publiques aux côtés des expériences directes de politique publique qui, pour l'essentiel, sont au centre de l'attention de la littérature. Le problème est que les deux mécanismes sur lesquels repose la littérature sur les effets-retour des politiques publiques sont construits pour saisir les expériences directes des bénéficiaires, et non leurs représentations. Pourtant, les rares travaux qui considèrent de manière large la présence des politiques publiques dans la vie quotidienne des citoyennes et citoyens rapportent que les représentations des politiques publiques que les individus ont sont aussi importantes politiquement que les expériences directes de politique publique peuvent l'être. Ainsi, Kristina Baekker Simonsen démontre que les jeunes Danoises et Danois issus de l'immigration, élevés ou non au Danemark, se sentent symboliquement visés par les débats publics sur les personnes immigrées non-méritantes et dangereuses, alors même qu'ils possèdent un passeport danois et qu'ils ne sont pas, en fait, ciblés par les politiques publiques liées à l'immigration³. Ces observations en rejoignent d'autres faites dans le cas états-unien. Rosenthal démontre que si la plupart des personnes de couleur aux États-Unis n'ont pas de contact direct avec le système judiciaire, elles sont très conscientes de ses possibles effets transformateurs, principalement négatifs, sur leur existence. Malgré l'absence d'expérience directe et en raison de leur saillance aiguë, ces politiques ont des implications décisives sur la façon dont ces Américaines et Américains perçoivent le gouvernement et sur la mesure, limitée, dans laquelle ils lui font confiance⁴. La distinction établie par Soss et Schram entre la visibilité

¹ Sarah K. Bruch, Myra Marx Ferree, Joe Soss, « From Policy to Polity: Democracy, Paternalism, and the Incorporation of Disadvantaged Citizens », *American Sociological Review*, 75 (2), 2010, 205-226; Aaron Rosenthal, « Conflicting Messages: Multiple Policy Experiences and Political Participation », *Policy Studies Journal*, 49 (2), 2021, 616-639; Aaron Rosenthal, « Investment and Invisibility: The Racially Divergent Consequences of Political Trust », *Du Bois Review*, 16 (2), 2019, 511-533; M. Theiss, A. Kurowska, « Being Denied and Granted Social Welfare ... », *op. cit.*

² A. Rosenthal, « Conflicting Messages... », *op. cit.*

³ K. Baekker Simonsen, « Politics Feeds Back... », *op. cit.*

⁴ A. Rosenthal, « Submerged for Some? ... », *op. cit.* Voir aussi Suzanne Mettler, *The Government-Citizen Disconnect*, New York, Russell Sage Foundation, 2018 dont l'une des observations les plus frappantes de l'analyse sur la déconnexion des américaines et des américains avec leur gouvernement est que la plupart d'entre eux bénéficient d'au moins cinq politiques sociales, mais ne se considèrent pas comme des bénéficiaires de ces

et la proximité des politiques publiques permet de mieux comprendre ces résultats¹. La visibilité d'une politique publique renvoie à la saillance d'une politique pour les individus. La proximité d'une politique publique renvoie, quant à elle, à la mesure dans laquelle la politique a une présence tangible affectant la vie des gens de manière immédiate et concrète. Dans l'analyse de Baekker Simonsen et de Rosenthal, la proximité des politiques publiques est subordonnée à leur visibilité dans le cadre de débats publics sur des groupes spécifiques : c'est en effet la visibilité de certaines politiques pour certains groupes, c'est-à-dire les représentations qu'ils en ont, qui participe à définir leurs attitudes politiques, plus que leur expérience directe de ces politiques². Compte-tenu de l'importance des représentations des politiques publiques sur les effets politiques des politiques publiques, le fait que les deux mécanismes explicatifs de la littérature soient centrés sur l'expérience qu'en font les bénéficiaires présente une limite importante.

Les difficultés méthodologiques

Sur le plan méthodologique, ces deux problèmes théoriques entraînent une série de difficultés. En premier lieu, considérer la multiplicité des expériences et des représentations des politiques publiques des Européennes et des Européens défie en effet frontalement les *designs* de recherche habituels, qui reposent sur la sélection *a priori* de l'instrument ou de l'ensemble de politiques publiques étudié. Comment alors les adapter ?³ Les quelques travaux existants qui tentent de capturer empiriquement la multiplicité des expériences de politique publique des individus répliquent le *research design* classique, centré sur une politique publique, en l'étendant simplement à plusieurs politiques publiques. C'est le choix qu'a fait par exemple Suzanne Mettler pour élucider le paradoxe de l'augmentation simultanée du nombre d'Américaines et d'Américains hostiles au gouvernement fédéral et de ceux qui bénéficient d'une manière ou d'une autre de ses politiques sociales. Elle analyse des données d'enquête comprenant des informations sur pas moins de 21 politiques sociales différentes⁴.

Bien que fructueuse, cette stratégie n'est pas totalement adaptée pour saisir l'ensemble des expériences de politiques publiques des individus, notamment en Europe de l'Ouest, car ce type de recherche se concentre sur une liste prédéfinie de politiques. Il est possible que cette dernière néglige des expériences de politique publique potentiellement importantes qui ne sont pas comprises dans l'ensemble des politiques publiques sélectionnées *a priori* dans l'enquête⁵. De plus, la sélection *a priori* de certaines politiques publiques soulève la question substantielle de l'importance variable des expériences de politique publique au sein de différents groupes d'individus et de la variation de ces expériences entre les groupes⁶. Enfin, si ces études analysent effectivement de multiples politiques publiques, elles s'attachent principalement à distinguer les effets d'instruments ou de dimensions particulières de leur *design* et, par conséquent, n'accordent que peu ou pas d'attention à la question de savoir comment

politiques publiques. Les *feedback studies* ne reposent donc pas sur le postulat que les citoyennes et citoyens ont nécessairement conscience des politiques publiques lorsque celles-ci les affectent directement et inversement, contrairement à l'une des critiques émises par Alexis Spire. A. Spire, « État des lieux. ... », *op. cit.*, p. 151.

¹ J. Soss et S. F. Schram, « A Public Transformed? », *op. cit.*.

² A la suite d'Alexis Spire, Emiliano Grossman attire l'attention sur la question de la diffusion de l'information et de la visibilité des politiques publiques. E. Grossman, « État des lieux. ... », *op. cit.*, p. 167.

³ C. Dupuy, F. Teuber, V. Van Ingelgom, « Citizens' Experiences of a Policy-Ridden Environment (...) », *op. cit.*

⁴ S. Mettler, *The Government-Citizen Disconnect ...*, *op. cit.*

⁵ Anne Revillard va dans ce sens lorsqu'elle précise que le ciblage sur le dispositif d'action publique peut conduire à surévaluer son rôle pour les ressortissantes et ressortissants de ces politiques. A. Revillard, « Saisir les conséquences ... », *op. cit.*, p. 487.

⁶ Erin Accampo Hern, *Developing States, Shaping Citizenship: Service Delivery and Political Participation in Zambia*, Ann Arbor: University of Michigan Press, 2019.

l'accumulation et la combinaison d'expériences de politique publique sont liées aux attitudes politiques des individus. Or, comme le souligne Andrea Campbell, c'est précisément la combinaison de ces multiples expériences qui est susceptible de façonner les attitudes politiques des individus¹. Erin Accampo Hern fait une remarque du même ordre lorsqu'elle souligne que *"the experiences (with one or a few policies) that studies with a narrow policy focus test do not match the scale of the theoretical underpinnings of policy feedback – that experiences with public policy condition citizens' relations to their state, influencing their level of political participation"*².

En deuxième lieu, la littérature sur les effets-retour des politiques publiques fait face à une autre difficulté méthodologique lorsqu'elle tente d'étudier la multiplicité des expériences de politique publique : la construction des inférences causales. En général, les travaux sur les effets-retour des politiques publiques sont confrontés à un problème classique d'inférence lié à l'endogénéité, car les attitudes et les comportements individuels sont censés influencer l'élaboration des politiques qui, à leur tour, sont supposées façonner ces mêmes attitudes et comportements politiques. Les spécialistes ont traité la question en suggérant qu'il existe une causalité réciproque. Plus précisément, ils ont élaboré deux mécanismes causaux propres à chaque politique qui dépendent de leur *design*, le mécanisme par les ressources et le mécanisme interprétatif. Dès lors que l'on étudie les multiples expériences vécues de politiques publiques, une question cruciale est soulevée : comment tirer des conclusions causales des multiples expériences de politiques publiques que font les individus sur les attitudes politiques ? Si l'on s'en tient à l'analyse des mécanismes interprétatif et par les ressources, cela nécessiterait concrètement d'étudier le *design* d'une liste très longue de politiques publiques. Ce choix présenterait le désavantage, déjà mentionné, de se centrer sur l'addition, plutôt que sur la combinaison, des expériences de politiques publiques et de sa variation entre différents groupes, en plus du risque de commettre des erreurs d'analyse de ces effets politiques combinés, comme nous l'avons discuté précédemment.

Pourtant, c'est ce que font concrètement les rares travaux qui tendent de saisir empiriquement la multiplicité des expériences de politique publiques des citoyennes et citoyens. Attachée à une approche causale linéaire, Mettler s'appuie notamment sur des expérimentations dans son analyse de l'Etat américain submergé³. Des groupes de personnes reçoivent diverses informations sur les politiques publiques et elle démontre ainsi que celles qui ont été informées sur les dépenses publiques et l'étendue de l'intervention de l'État dans la vie quotidienne des Américaines et Américains ont des préférences plus positives à l'égard de l'État que celles qui ne disposent pas de ces informations. Ces expérimentations lui permettent de montrer causalement le rôle joué par l'invisibilité des politiques fédérales dans l'absence d'effet-retour positif en matière d'attitude à l'égard du gouvernement qu'exercent ces politiques en dépit des ressources qu'elles allouent aux individus. Mais ce choix méthodologique opère au détriment d'une analyse des expériences de politique publique *vécues* des individus, comme de leurs représentations des politiques publiques. Rosenthal, pour sa part, tente de s'approcher au plus près de la combinaison des expériences de politique publique des individus⁴. Intéressé, par l'importance relative des mécanismes interprétatif et par les ressources et par la force relative des mécanismes interprétatifs de différentes politiques publiques, il construit plusieurs combinaisons composées de politiques présentant des *designs* différents. Chacune de ces combinaisons, appuyée par les connaissances existantes concernant les mécanismes interprétatifs de chacune des politiques considérées, se voit attribuer par le chercheur un effet global basé sur l'équilibre théoriquement attendu des mécanismes interprétatifs de chaque

¹ Andrea L. Campbell, « Policy Makes Mass Politics », *Annual Review of Political Science*, 15, 2012, p. 333-351.

² E. Accampo Hern, *Developing States, Shaping Citizenship...*, *op. cit.*, p. 60.

³ S. Mettler, *The Submerged State*, *op. cit.*

⁴ A. Rosenthal, « Conflicting Messages... », *op. cit.*

politique publique prise séparément. Dans cette approche ainsi, non seulement la sélection de politiques publiques est faite par le chercheur, mais l'analyse des interactions entre les expériences de politique publique est limitée à deux politiques et repose sur des prémisses théoriques très fortes. Ce choix méthodologique reste donc éloigné d'une analyse des expériences de politique publique vécues des individus et de leurs effets-retour sur leurs attitudes politiques. L'inférence causale linéaire telle qu'elle est classiquement définie et mise en œuvre dans la littérature existante présente donc de sérieuses limites pour qui veut travailler sur des cas où de nombreuses politiques publiques sont visibles aux yeux des individus.

Au final, la littérature sur les effets-retour des politiques publiques sur les attitudes politiques individuelles fait face à plusieurs problèmes fondamentaux d'ordre théorique et méthodologique lorsqu'il s'agit de travailler sur des cas saturés de politiques publiques comme le sont les cas ouest-européens. Ses mécanismes explicatifs étant définis à l'échelle d'un instrument ou d'une dimension du *design* d'une politique publique, cela rend difficile non seulement le travail sur la combinaison des expériences qu'en ont les citoyennes et citoyens au fil de leur vie quotidienne, mais aussi l'exploration de leurs représentations des politiques publiques. De plus, le *design* de recherche et l'inférence causale linéaire habituellement mobilisés par les travaux de ce courant sont inadaptés à l'étude de cas marqués par l'omniprésence visible des pouvoirs publics « du berceau à la tombe ».

3. Le mécanisme normatif : Potentiel théorique et déplacement méthodologique

A maints égards, les *feedback studies on mass publics* semblent se heurter à un mur infranchissable une fois arrivées en Europe de l'Ouest. Doit-on par conséquent renoncer aux apports de cette littérature¹ ? Convaincues de son potentiel pour étudier les effets politiques des rencontres que les citoyennes et citoyens font des autorités publiques *via* leurs politiques publiques, puisqu'elle a précisément été élaborée à cette fin, et attachées à la cumulativité des sciences sociales, nous proposons plutôt de la développer théoriquement dans une approche abductive² et de déplacer méthodologiquement son approche empirique. Nous suggérons d'intégrer de manière systématique un troisième mécanisme, le mécanisme normatif, à ses outils. Sur le plan méthodologique, cela conduit à adopter une approche comparée et constitutive, plutôt que causale linéaire. Prenant appui sur quelques-unes de nos recherches, nous illustrons ces propositions en revenant sur les choix concrets que nous avons opérés afin de faire voyager les *policy feedbacks* dans des cas ouest-européens.

Le potentiel théorique du mécanisme normatif

En 2010, Stefan Svallfors introduit un troisième mécanisme, le mécanisme normatif, dans la littérature sur les effets-retour des politiques publiques sur les individus³. Dans un article novateur consacré aux préférences de redistribution des Allemandes et Allemands de l'Ouest et de l'Est après la réunification des deux Allemagne, il documente comment des groupes générationnels, caractérisés par des attitudes politiques distinctes, peuvent être identifiés sur la

¹ Ce choix est celui posé, notamment, par Anne Revillard qui propose de travailler sur la réception de l'action publique par ses ressortissantes et ressortissants, et par Alexis Spire dans ses travaux sur leur rapport ordinaire à l'Etat.

² Luis Vila-Henninger, Claire Dupuy, Virginie Van Ingelgom, Mauro Caprioli, Ferdinand Teuber, Damien Pennetreau, Margherita Bussi, Cal Le Gall, « Abductive Coding: Theory Building and Qualitative (Re)Analysis », *Sociological Methods and Research*, 2022, 10.1177/00491241211067508.

³ S. Svallfors, « Policy Feedback, Generational Replacement, and Attitudes to State Intervention... », *op. cit.* Voir aussi Stefan Svallfors, *The Moral Economy of Class: Class and Attitudes in Comparative Perspective*. Stanford, Stanford University Press, 2006.

base de leurs expériences et représentations des politiques sociales *toute chose égale par ailleurs*. Deux des résultats empiriques de cet article sont particulièrement frappants : au moment de la réunification, les individus ayant vécu leur vie d'adulte en RDA préfèrent un type de distribution distinct de ceux ayant vécu comme adulte en RFA ; et, depuis la réunification et la mise en œuvre de l'Etat-providence ouest-allemand dans l'ancienne RDA, l'écart entre les préférences des Allemandes et Allemands de l'Est et de l'Ouest adultes au moment de la réunification diminue, les premières se rapprochant des secondes qui, elles, restent stables dans le temps. Pour expliquer ces observations, Svallfors suggère que les expériences et représentations des multiples politiques sociales qu'ont les individus co-construisent une idée de l'état souhaitable des choses et de ce à quoi l'action des gouvernements devrait ressembler¹ – c'est la première formulation du mécanisme normatif.

Intéressées par le potentiel théorique du mécanisme normatif, et curieuses de le voir à l'œuvre dans le cadre d'autres questionnements et d'autres cas, nous l'avons examiné dans nos recherches sur la légitimité que les individus accordent aux gouvernements régionaux au cours des processus de régionalisation du pouvoir politique dans le cas de la Belgique². Inspirées par les analyses classiques sur la construction des Etats-nation européens, nous nous interrogeons : comment la régionalisation (et l'eupéanisation) du pouvoir politique, c'est-à-dire le développement de politiques publiques au niveau régional (et européen), a-t-elle altéré les loyautés politiques des individus à l'égard des différentes échelles de gouvernement ? Plutôt que d'étudier comment l'expérience de politiques publiques singulières affecte les préférences de leurs bénéficiaires³, l'enjeu était d'analyser les politiques régionales dans leur ensemble, telles que les Belges en font l'expérience et se les représentent. Qu'en a-t-il été alors de l'application du mécanisme normatif dans ces recherches ? D'abord, nous montrons que la régionalisation de l'action publique dans les domaines de l'éducation, la culture, les transports et l'économie, telle qu'elle a été vécue et perçue, contribue à expliquer le soutien à la régionalisation *toute chose égale par ailleurs*. On observe en effet que les cohortes ayant grandi en Wallonie après la fédéralisation de l'Etat belge et au fil des réformes de l'Etat ayant renforcé la régionalisation, la soutiennent davantage que celles qui ont grandi dans une Belgique unitaire⁴. Les expériences et représentations des politiques régionales ont donc construit des groupes caractérisés par des attitudes politiques propres, ici des cohortes ayant grandi dans des contextes institutionnels distincts. Plus qu'une accumulation d'effets à l'échelle individuelle, on a ainsi observé des effets collectifs des expériences et des représentations des politiques régionales. Ensuite, nous avons documenté combien les représentations des politiques régionales sont également à considérer. Précisément, l'étude des discours publics des élites politiques en Flandre et en Wallonie, fortement différenciés sur le sujet de la régionalisation, amène à mettre en lumière la médiation exercée par les élites politiques dans le changement d'attitudes des Belges au fil des réformes de l'Etat. En Flandre, on n'observe pas de différences entre les cohortes car toutes sont exposées à des discours et des programmes partisans qui sont

¹ S. Svallfors, « Policy Feedback, Generational Replacement ... », *op. cit.*, p.120. Ces analyses se font *ceteris paribus*, c'est-à-dire en contrôlant par les explications connues des préférences en matière de redistribution.

² C. Dupuy, S. Verhaegen, V. Van Ingelgom, « Support for Regionalization (...) », *op. cit.* ; S. Verhaegen, C. Dupuy, V. Van Ingelgom, « Experiencing and Supporting Institutional Regionalization (...) », *op. cit.*

³ Une approche que nous avons adoptée dans nos toutes premières recherches adossées à la littérature sur les *policy feedbacks*, suivant en cela les questionnements et *design* de recherche classiques. Claire Dupuy, Virginie Van Ingelgom, « Social Policy, Legitimation, and Diverging Regional Paths in Belgium », in Kumlin, S., Stadelmann-Steffen, I. (eds), *How Welfare States Shape the Democratic Public. Policy Feedbacks, Participation, Voting, and Attitudes*, Cheltenham, Edward Elgar, 2014, 198-222 ; C. Dupuy, V. Van Ingelgom, « Les politiques publiques et la légitimation dans un contexte multiniveau... », *op. cit.* ; C. Dupuy, V. Van Ingelgom, « Comment l'Union européenne fabrique (ou pas) sa propre légitimité... », *op. cit.*

⁴ C. Dupuy, S. Verhaegen et V. Van Ingelgom, « Support for Regionalization ... », *op. cit.*

centrés sur la régionalisation du pays¹. Dans ces recherches ainsi, le mécanisme normatif repose sur l'adaptation des préférences liée aux expériences et perceptions des politiques publiques régionales. Il participe à construire des normes collectives relatives à la légitimité de certaines échelles de gouvernement.

Sur cette base, nous proposons d'étendre la conceptualisation du mécanisme normatif. Quoiqu'il n'ait à ce jour pas été repris par les travaux *mainstream*², son potentiel théorique est important pour trois raisons principales. D'une part, il permet de réaliser les promesses de la littérature sur les *policy feedbacks on mass publics* que les mécanismes interprétatif et par les ressources délaissent. En permettant de saisir de manière holistique les multiples expériences et représentations des politiques publiques des citoyennes et citoyens, il autorise une analyse plus large et, ce faisant, plus précise et ajustée à leur vécu, de la manière dont les politiques publiques peuvent être liées à leurs attitudes politiques³. D'autre part, il complète les deux mécanismes existants en intégrant les composantes normatives des expériences et des représentations des politiques publiques, aux côtés de leurs dimensions cognitives et des ressources qu'elles allouent⁴. Centré sur la co-construction de normes à l'échelle de certains groupes par les expériences et les représentations des politiques publiques que leurs membres partagent⁵, le mécanisme normatif éclaire le rôle que jouent les politiques publiques dans la socialisation politique⁶. Les normes renvoient ici, dans une perspective wébérienne, aux significations et règles dont les actrices et acteurs sociaux considèrent qu'elles sont

¹ S. Verhaegen, C. Dupuy et V. Van Ingelgom, « Experiencing and Supporting Institutional Regionalization ... », *op. cit.*

² Il est par exemple absent du récent ouvrage de synthèse publié par Béland, Campbell et Weaver : Daniel Béland, Andrea Campbell, Kent Weaver, *Policy Feedback. How Policies Shape Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022.

³ Le mécanisme normatif n'est pas si éloigné de la notion de rapport ordinaire à l'Etat d'A. Spire entendue comme « l'ensemble des représentations symboliques et des logiques pratiques qui découlent de la confrontation (conflictuelle) ou non avec une institution étatique » (A. Spire, « État des lieux. ... », *op. cit.*, p. 152). Elle s'en distingue cependant en ce qu'elle porte exclusivement sur les effets politiques, entendus largement comme les effets sur les attitudes et comportements politiques individuels.

⁴ En particulier, sur le plan théorique, le mécanisme normatif se distingue du mécanisme interprétatif sur trois dimensions. Premièrement, le mécanisme normatif a pour *objet* les normes que les expériences et les représentations des politiques publiques que les citoyennes et les citoyens ont au cours de leur vie quotidienne peuvent conduire à co-construire. Les normes sont ici entendues dans un sens wébérien comme les points de référence partagés et acceptés comme tels par les membres d'un groupe, que chacun d'eux les endossent ou pas à titre individuel. Le mécanisme interprétatif, pour ce qui le concerne, est classiquement défini comme portant sur les informations et les messages reçus par les bénéficiaires lors de la mise en œuvre des politiques publiques. L'objet des deux mécanismes est donc distinct : le premier éclaire les versants normatifs des expériences et des représentations de politique publique, tandis que le second est centré sur les dimensions cognitives des expériences directes d'une politique publique. Deuxièmement, sur le plan théorique toujours, le mécanisme normatif découle des expériences et des représentations de politique publique, tandis que le mécanisme interprétatif est strictement lié à l'expérience directe des bénéficiaires d'une politique publique. Le *domaine d'application* du mécanisme normatif est donc plus large que celui du mécanisme interprétatif. Le mécanisme normatif à la particularité théorique de pouvoir être associé à une ou plusieurs politiques publiques, tandis que le mécanisme interprétatif, étant lié au design de la politique publique, est étudié dans le cas d'expériences de politique publique singulière. Enfin, troisièmement, et cela découle directement de son objet, les normes étant par définition collectives, le mécanisme normatif est collectif. L'un des objets empiriques de l'étude du mécanisme normatif est ainsi de déterminer les frontières du groupe qui partage ces normes. Le mécanisme interprétatif est lui défini à l'échelle individuelle des bénéficiaires. Ainsi, *l'unité d'analyse* des deux mécanismes diffère.

⁵ A cet égard, parce qu'il repose sur la co-construction, le mécanisme normatif s'inscrit dans ce qu'Anne Revillard définit comme « la réception de l'action publique comme l'ensemble des processus par lesquels une politique publique est appropriée et coconstruite par ses ressortissants, et par lesquels elle produit ses effets sur ceux-ci ». A. Revillard, « Saisir les conséquences ... », *op. cit.*, p. 478.

⁶ C. Dupuy, S. Verhaegen et V. Van Ingelgom, « Support for Regionalization ... », *op. cit.* ; L. Barrault-Stella et T. Douniès, « Introduction to the Special Issue... », *op. cit.*

généralement acceptées et endossées, qu'ils les acceptent et les endossent eux-mêmes ou non¹. Dans sa recherche empirique, Svallfors a étudié les normes de redistribution et nous nous sommes intéressées à la légitimation des gouvernements. Sur le plan théorique, le mécanisme normatif n'est limité à aucun type de normes. Au contraire, il est ouvert et permet d'appréhender un large éventail de normes collectives associées aux expériences et représentations des politiques publiques, qu'elles concernent la redistribution, le marché ou la politique. Ce point est crucial dans la conceptualisation élargie du mécanisme normatif que nous proposons. Enfin, le mécanisme normatif est un concept centré sur les effets collectifs d'expériences et de représentations des politiques publiques. Tandis que le mécanisme par les ressources et le mécanisme interprétatif sont situés à l'échelle individuelle, les normes étant collectives, leur co-construction à travers les expériences et les représentations de politiques publiques des individus doit être comprise à l'échelle du groupe. La définition du groupe considéré dépend de la question qui guide la recherche².

De notre point de vue, la première formulation par Svallfors de ce mécanisme additionnel alors qu'il étudie un cas européen n'est pas anecdotique, mais renvoie à la nécessité de repenser les mécanismes à l'œuvre pour les faire voyager en Europe. En conclusion, le mécanisme normatif a le potentiel de rendre compte des multiples expériences et représentations des politiques publiques des Européennes et Européens et de leurs effets-retour sous la forme des normes collectives qu'ils participent à co-construire.

Déplacement méthodologique

Comment alors étudier le mécanisme normatif d'un point de vue méthodologique ? Nous suggérons que plusieurs déplacements sont requis concernant le *design* de la recherche et le type d'inférence et nous proposons d'adopter une approche constitutive et comparée³.

Suivant la conceptualisation élargie du mécanisme normatif, l'examen de l'existence même de normes collectives co-construites par l'expérience des politiques publiques et des représentations que les individus en ont est déterminant, de même que la caractérisation de ces normes collectives. L'étude du mécanisme normatif dans ces termes modifie ainsi l'objet même de l'étude des effets-retour des politiques publiques sur les attitudes politiques individuelles. Il ne s'agit plus de déterminer quels sont les effets de l'expérience d'une politique publique par ses bénéficiaires sur une série d'attitudes ou de comportements politiques, et de l'expliquer. Il s'agit plutôt d'analyser comment les significations que des individus attribuent à leurs expériences et représentations des politiques publiques les amènent à « *see certain stances as natural and right for people like themselves* »⁴ et / ou pour d'autres ; et, ainsi, si ces

¹ Max Weber, *Economy and Society. An Outline of Interpretive Sociology*, 1978, University of California Press.

² Cette approche est alignée avec celle d'Alexis Spire, qui souligne l'importance de comparer les stratégies et les pratiques d'usagers de différents milieux sociaux (A. Spire, « État des lieux. ... », *op. cit.*, p. 155) et d'Anne Revillard, qui appelle à porter une attention particulière à la différenciation des publics et à la façon dont leur inscription dans les rapports sociaux permet de saisir leur réception de l'action publique (A. Revillard, « Saisir les conséquences ... », *op. cit.*, p. 480).

³ Des différences théoriques entre les mécanismes interprétatif et normatif mises en exergue précédemment découlent des différences dans leur opérationnalisation. Empiriquement, l'étude du mécanisme normatif vise à établir les caractéristiques des normes ainsi que, comme nous l'indiquions précédemment, les frontières du groupe qui les partagent. En revanche, travailler sur un mécanisme interprétatif consiste à identifier les messages et informations perçues par les bénéficiaires de la politique considérée et à identifier comment ces messages et informations influencent, dans une perspective causale linéaire, le(s) comportement(s) ou attitude(s) politique(s) étudiés.

⁴ Joe Soss, « Talking Our Way to Meaningful Explanations: A Practice-centered Approach to In-Depth Interviews for Interpretive Research », in Dvora Yanow, Peregrine Schwartz-Shea (dir), *Interpretation and Method*, New York, Sharpe, 2006, p. 316.

significations sont partagées, à co-construire des normes collectives¹. En d'autres termes, cette conceptualisation élargie du mécanisme normatif conduit à substituer à l'approche causale linéaire, d'usage classiquement dans la littérature sur les effets-retour, une approche constitutive. Une approche constitutive se définit comme une approche interprétativiste qui consiste en « *an examination of what th[ese] thing[s]* [ici, les significations que les individus donnent à leurs expériences et représentations des politiques publiques] *consist of and how [they] work* »². Ce type d'approche repose sur des attributions conséquentialistes ou causales, puisque les expériences et les représentations des politiques publiques que les individus ont peuvent nourrir la co-construction de normes collectives ; mais elle s'abstient de développer des relations causales linéaires ou déterministes³. Dans cette perspective, l'étude empirique du mécanisme normatif amène à étayer l'existence et le contenu des possibles normes associées aux expériences et aux représentations des politiques publiques que les citoyennes et les citoyens ont au cours de leur vie quotidienne. Elle ne vise pas, en revanche, à développer une relation causale déterministe entre des expériences et des représentations des politiques publiques et des attitudes et/ ou des comportements politiques.

Nous avons mis en œuvre cette approche dans un travail consacré à la manière dont les citoyennes et citoyens belges et français font sens du rôle joué par les actrices et acteurs politiques dans la gouvernance socio-économique de l'Union Européenne⁴. Notre matériau est composé d'un corpus secondaire d'entretiens collectifs conduits en France et en Belgique à trois points dans le temps avec des participantes et participant appartenant à différents milieux socio-économiques et se positionnant de manière variée sur l'axe droite-gauche⁵. Dans leurs discussions croisant les politiques publiques relevant de la gouvernance socio-économique de l'UE et la mention d'actrices ou d'acteurs politiques, des discussions qui n'ont pas été suscitées par les dispositifs d'enquête, l'analyse nous a permis de discerner une norme : celle de la réactivité démocratique – contrariée – des actrices et acteurs politiques envers l'ensemble des citoyennes et citoyens. D'une part, à travers les différences nationales, sociales et temporelles, les participantes et participants belges et français endossent toutes et tous l'idée que le personnel politique devrait répondre aux besoins des citoyennes et citoyens, mais ils s'accordent aussi sur l'observation qu'il ne le fait effectivement pas. D'autre part, les participantes et participants aux enquêtes construisent la réactivité démocratique comme une réponse des actrices et acteurs politiques aux problèmes des citoyennes et citoyens, comprise comme relevant de l'intérêt général et qui, ainsi, se situe au-delà des divisions partisans existantes. Dès lors, l'analyse empirique de l'article amène à réviser la conceptualisation de la réactivité démocratique du point de vue des citoyennes et citoyens : la conception centrée sur la délégation⁶, et la réalisation des promesses électorales, ne reflète pas la manière dont ils la comprennent. C'est plutôt une relation de type *trustee*, par laquelle les citoyennes et citoyens confient au personnel politique la tâche de résoudre les problèmes et de répondre à leurs besoins qui est alignée avec leur

¹ Observons que la conceptualisation qu'en propose Svallfors, et que nous avons mobilisée dans les articles cités précédemment, ne requiert pas nécessairement ce changement d'approche.

² Katherine Cramer Walsh, « Putting Inequality in Its Place: Rural Consciousness and the Power of Perspective », *American Political Science Review*, 106 (3), 2012, 517-532, p. 518.

³ Michael McCann, « Causal versus Constitutive Explanations (or, On the Difficulty of Being So Positive...) », *Law and Social Inquiry*, 21(2), 1996, 457-482 p. 464.

⁴ C. Dupuy et V. Van Ingelgom, « Neither Responsive Nor Responsible... », *op. cit.*

⁵ Laurie Beaudonnet et al., « Chantier de recherche: Studying (De)-Politicization of the EU from a Citizens Point of View: A New Comparative Focus Group Study », *Politique Européenne*, 75 (1), 2022, 100-122 ; Sophie Duchesne, Elizabeth Frazer, Florence Haegel, Virginie Van Ingelgom, *Citizens' Reactions to European Integration Compared. Overlooking Europe*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2013 ; Heidi Mercenier, « 'C'est compliqué !' : L'Union européenne vue par des jeunes Bruxellois Contribution à l'étude des rapports des citoyens à la politique », Thèse de doctorat, Université Saint-Louis – Bruxelles, 2016.

⁶ Hanna Pitkin, *The Concept of Representation*, Berkeley, University of California Press, 1967.

perspective¹. Ainsi, dans leur perspective, le cœur « normatif » de la réactivité démocratique est la résolution des problèmes, et non la réalisation des promesses électorales.

Démontrer l'existence de cette norme collective dans notre matériau d'enquête repose sur une approche comparée qui combine trois dimensions : l'analyse de différents groupes socio-économiques (ouvrières et ouvriers, cadres, employées et employés intermédiaires), à plusieurs points dans le temps (2005-06, 2016, 2019), dans deux pays (France et Belgique). Concrètement, nous avons codé manuellement chacun des entretiens collectifs à partir d'une grille de codage construite de manière abductive². Nous avons ensuite analysé les segments incluant notre objet d'intérêt dans le contexte de la discussion collective de chaque entretien de manière interprétative. Sur cette base, nous avons ensuite comparé les significations associées par les participantes et participants des différents entretiens à la réactivité démocratique des actrices et acteurs politique dans le contexte de la gouvernance socio-économique de l'Union Européenne. C'est donc en examinant ces significations dans les différents entretiens collectifs d'une enquête, construits pour faire varier l'origine socio-démographique, puis entre enquête dans un même pays et, enfin, entre enquête sur nos deux cas, que nous avons pu identifier la norme de réactivité démocratique comme résolution des problèmes des citoyennes et citoyens, les frontières du groupe qui la partage (les différents groupes socio-économiques, dans les trois points dans le temps, en France et en Belgique) et l'étendue de cette norme (les politiques européennes associées à la gouvernance socio-économique). A cet égard, l'approche comparative qui est classique dans la littérature consacrée aux *feedback studies on mass publics*, permet également d'étudier empiriquement les normes au cœur du troisième mécanisme explicatif que nous proposons.

De manière générale, un enjeu de l'étude empirique du mécanisme normatif est de caractériser la norme, les frontières du groupe qui partage la norme identifiée, mais aussi son étendue. Cette dernière est définie par la sélection des politiques publiques considérées dans l'analyse. En fonction de la question de recherche et du phénomène considéré, l'étude des effets-retour normatifs peut reposer sur une sélection *a priori* de politiques publiques, comme le fait par exemple Svallfors qui s'intéresse aux normes associées à la redistribution et se concentre sur les politiques sociales ou, comme nous l'avons fait dans notre étude centrée sur les politiques relevant de la gouvernance socio-économique de l'Union Européenne. Mais elle peut aussi prendre la forme d'un *design* de recherche libre de toute sélection *a priori* des politiques publiques.

Conclusion : Intégrer la notion d'effet-retour normatif dans un dialogue

Traditionnellement, les travaux consacrés aux *feedback effects on mass publics* analysent les effets sur les attitudes et/ou comportements politiques à l'échelle individuelle de l'expérience que les bénéficiaires ont d'une politique publique spécifique. Dans le contexte des démocraties ouest-européennes, les expériences des citoyennes et des citoyens au fil de leur vie quotidienne sont caractérisées par une multitude de politiques publiques. Cet article s'est ainsi interrogé sur les conditions dans lesquelles les concepts et les méthodes développés pour étudier les Etats-Unis pouvaient être utiles dans des cas ouest-européens³. Nous avons montré que faire voyager

¹ Annika Werner, « Voters' Preferences for Party Representation: Promise-Keeping, Responsiveness to Public Opinion or Enacting the Common Good », *International Political Science Review*, 40 (4), 2019, 486–501.

² L. Vila-Henninger, C. Dupuy, V. Van Ingelgom, et al., « Abductive Coding (...) », *op. cit.*

³ En vue d'établir ce dialogue, Claire Dupuy a co-organisé avec Aaron Rosenthal un atelier à l'occasion du Congrès de l'APSA qui s'est tenu en septembre 2022 à Montréal. Cet atelier intitulé « New Directions in Policy Feedback and Mass Publics Studies », sponsorisé par les groupes « French Politics – AFSP » et « Public Policy Division », a été présidé par Jane Gringrich (University d'Oxford) et discuté par Andrea Campbell (MIT) et Jamila Michener (Université Cornell).

la littérature sur les effets-retour des politiques publiques dans les cas ouest-européens nécessite une série d'adaptations théoriques et méthodologiques qui nous amène à repenser la manière dont les politiques publiques façonnent la politique, et jette un nouvel éclairage sur l'idée de Schattschneider selon laquelle « *new policies create a new politics* ». Faire voyager les travaux sur les effets-retour des politiques publiques dans les cas ouest-européens nous a donc conduit à enrichir cette littérature sur deux plans : théorique, avec le développement du mécanisme normatif, et méthodologique, avec l'approche comparative et constitutive. Ces contributions formulent également des réponses aux critiques formulées par la littérature francophone à l'égard de ce courant de recherche en développant ce dernier, plutôt qu'en y renonçant.

Premièrement, sur le plan théorique, l'article a démontré qu'il convient de déplacer l'analyse des effets d'un dispositif unique de politique publique vers l'étude des effets-retour de plusieurs politiques publiques. Cette prise en compte de *la multiplicité des expériences et des représentations* des politiques publiques qu'ont les citoyennes et citoyens invite à compléter l'analyse approfondie d'un dispositif d'action publique proposée jusqu'ici par l'analyse des effets-retour des politiques publiques telles qu'elles sont vécues par les individus. Notre démarche se caractérise ainsi par une plus grande ouverture compréhensive.

Deuxièmement, sur le plan théorique toujours, cet article a souligné que l'étude de cas ouest-européens requiert d'inclure dans l'analyse non seulement les expériences mais aussi *les multiples représentations des politiques publiques* qu'ont les individus. Cela répond, ce faisant, à plusieurs observations faites dans les débats entourant la notion d'effets-retour des politiques publiques¹. La prise en compte des représentations des politiques publiques, en plus des expériences que les individus en ont, s'accompagne, de surcroît, de l'adoption d'une *approche constitutive*, et donc constructiviste, des effets-retour des politiques publiques ancrée dans une empirie forte.

Ces deux points théoriques nous ont conduit à amender le cadre théorique des effets-retour des politiques publiques en le complétant par un troisième mécanisme, aux côtés des mécanismes interprétatif et par les ressources. L'article a insisté sur la nécessité de considérer *le mécanisme normatif* initialement conceptualisé par Stefan Svallfors² et revisité dans le cadre de nos travaux. Cet ajout au cadre théorique existant permet, lui aussi, de répondre à certaines critiques émises dans les débats francophones³ tout en contribuant théoriquement à la littérature existante.

Troisièmement, sur le plan méthodologique cette fois, faire voyager la notion d'effets-retour des politiques publiques vers les cas ouest-européens nécessite de *ne pas nécessairement sélectionner a priori les politiques publiques étudiées* pour éviter de surévaluer l'importance de certaines d'entre elles pour les citoyennes et citoyens⁴. L'approche proposée dans le cadre de cet article vise à dépasser cet écueil par la prise en compte de la visibilité des politiques publiques pour les individus.

¹ Anne Revillard souligne ainsi l'importance de la prise en compte des dimensions objectives et subjectives de la réception de l'action publique par ses ressortissantes et ressortissants (A. Revillard, « Saisir les conséquences ... », *op. cit.*, p. 482-483); tandis qu'Alexis Spire souligne que le rapport ordinaire à l'État apparaît comme le produit d'une succession d'expériences accumulées au contact de différents dispositifs individuels et d'une attente socialement construite par l'ensemble des représentations qui circulent dans l'espace public, notamment via les médias (A. Spire, « État des lieux... », *op. cit.*, p. 153).

² S. Svallfors, « Policy Feedback, Generational Replacement ... », *op. cit.*

³ Alexis Spire souligne ainsi que les politiques publiques et les institutions fournissent également des symboles, des schémas cognitifs et des modèles moraux qui sont autant de cadres orientant le comportement des usagères et usagers (A. Spire, « État des lieux. », *op. cit.*, p. 153). Lorenzo Barrault-Stella et Thomas Douniès insistent également sur le fait que les politiques publiques définissent et diffusent des normes civiques, notamment sur ce qui définit la citoyenneté (L. Barrault-Stella et T. Douniès, « Introduction to the Special Issue... », *op. cit.*, p. 828).

⁴ Ce risque a notamment été mis en lumière par Emiliano Grossman qui, à la suite d'Alexis Spire, attire l'attention sur la question de la diffusion de l'information et de la visibilité des politiques publiques. E. Grossman, « État des lieux... », *op. cit.*, p. 167.

Quatrièmement, sur le plan méthodologique également, notre approche propose de *privilégier le recours à un design de recherche comparatif*, déjà courant dans la littérature anglophone. La comparaison entre groupes – bénéficiaires ou non-bénéficiaires, mais aussi des générations à l'image de l'analyse de Stefan Svallfors¹ ou de nos propres travaux², présente un intérêt analytique important. Elle permet en particulier de saisir le caractère collectif du mécanisme normatif et, tout en reposant sur des attributions conséquentialistes, refuse de développer des relations causales linéaires.

Ces déplacements théorique et méthodologique permettent ainsi de développer rigoureusement le cadre théorique des *feedbacks studies on mass publics* grâce au voyage de ses concepts et méthodes en Europe de l'Ouest. Ils réaffirment aussi la singularité de cette littérature par rapport aux alternatives avancées dans la littérature francophone, son objet étant d'étudier les effets politiques, et uniquement politiques, des expériences et représentations des politiques publiques que les individus ont au cours de leur vie quotidienne. Le voyage vers l'Europe de l'Ouest de la littérature consacrée aux *policy feedbacks* est donc possible. Il doit maintenant être poursuivi, notamment en étudiant comment les trois mécanismes théoriques mis en évidence s'articulent plus largement aux analyses existantes des formes de (dé)politisation et des attitudes politiques des citoyennes et citoyens européens. Les prochaines étapes de ce voyage nous paraissent en effet indispensables pour contribuer à éclairer et analyser l'érosion des liens démocratiques.

¹ S. Svallfors, « Policy Feedback, Generational Replacement ... », *op. cit.*

² C. Dupuy, S. Verhaegen et V. Van Ingelgom, « Support for Regionalization ... », *op. cit.*; S. Verhaegen, C. Dupuy et V. Van Ingelgom, « Experiencing and Supporting Institutional Regionalization ... », *op. cit.*